

14

p. 1.2.

Notes sur une conversation avec Mr. F.L. McDougall, C.M.G.

=====

Mr. McDougall, qui a longtemps été attaché à la Délégation australienne à la Société des Nations, notamment pour les activités économiques, est venu déjeuner avec moi hier. Je désirais avoir avec lui une conversation approfondie sur la "Food and Agricultural Organization" of the United Nations", que je désignerai par la suite comme F.A.O.

Mr. McDougall, qui est le directeur général adjoint de cette organisation et qui la représente à Londres pendant la durée de l'Assemblée de l'U.N.O., est l'homme au monde le plus apte à nous éclairer sur cette organisation.

L'F.A.O. en effet est d'origine australienne bien que née à la conférence de Hot Springs en 1943. Elle se rattache aux efforts tentés par la Société des Nations à la dernière phase de son existence, à la suite d'une initiative australienne en vue d'étendre les débouchés des pays exportateurs de produits agricoles et en même temps d'améliorer l'alimentation humaine dans le monde entier.

C'est en 1942, étant à Washington, que Mr. McDougall a eu l'occasion de passer une soirée à la Maison Blanche en famille. C'est là qu'il a gagné le Président Roosevelt, qui venait de lancer l'idée des Nations Unies, à celle de créer un lien de collaboration pacifique entre ses membres en les attelant à la tâche que la Société des Nations n'avait pu qu'envisager. D'où la conférence de ^{Hot Springs} ~~Bretton Woods~~, d'où la commission intérimaire des Nations Unies sur des questions d'alimentation et d'agriculture, d'où la conférence de Québec, d'où la constitution de l'F.A.O., et d'où enfin sa première conférence internationale.

Cette conférence était présidée par Mr. L.B. Pearson, l'Ambassadeur canadien à Washington, qui avait été le candidat anglo-saxon au secrétariat général de l'U.N.O. Mr. McDougall y assistait

- 2 -

en qualité de représentant de l'Australie. A cette conférence, l'U.R.S.S. était représentée, mais elle n'a pas encore adhéré à l'F.A.O., et Mr. McDougall ignore si elle compte y adhérer. D'une part en effet elle se montre toujours friande d'informations sur les autres nations, mais peu disposée à en fournir sur elle-même et elle décourage manifestement l'intimité entre ses délégués et leurs collègues étrangers.

Aux termes de l'article 2 de la constitution de l'F.A.O., la conférence de celle-ci qui est la réunion annuelle de tous ses membres, peut admettre à la majorité des 2/3 des États étrangers à son origine.

Mr. McDougall souhaite ardemment

- 1) la collaboration de la Suisse à cette organisation,
- et
- 2) l'établissement de son siège à Genève.

En ce qui concerne la collaboration de la Suisse, il suggère qu'à l'occasion de son prochain retour à Washington où l'organisation, dont il est devenu directeur général adjoint, a son siège temporaire, notre Ministre invite Sir John Orr, le directeur général, avec son épouse et lui-même, à une réunion intime où Sir John pourrait être gagné à l'idée de l'admission de la Suisse. "Il conviendrait ensuite de s'assurer également de l'appui des Etats-Unis, dont tout fait prévoir qu'il serait facilement acquis. La candidature de la Suisse pourrait être alors présentée et agréée à la prochaine conférence internationale qui aura probablement lieu en octobre ou novembre 1946."

Quant à l'établissement à Genève de l'organisation, Mr. McDougall, qui en est ardemment partisan, dans l'intérêt de l'F.A.O. comme aussi par sympathie pour notre pays, se heurte aujourd'hui en défendant l'idée, à l'opposition farouche du Ministre d'Etat de Grande-Bretagne, Mr. Philip Noel-Baker. Mr. Noel-Baker, comme on le sait, a été le grand champion de Genève à l'Assemblée des Nations

./.

- 3 -

mais il est

Unies et par ailleurs le défenseur convaincu de la centralisation de toutes les organisations au siège de l'U.N.O. Comme j'ai eu l'occasion de m'en persuader en m'en entretenant avec lui hier soir, il demeure aujourd'hui adversaire de l'établissement du siège principal de l'F.A.O. à Genève, mais très désireux de l'y voir fixer des services régionaux.

L'intention des chefs et des patrons anglo-saxons de l'F.A.O. est d'obtenir de l'Institut International d'Agriculture à Rome qu'il proclame sa propre liquidation lors de sa prochaine conférence et son absorption par l'F.A.O.

La charge financière annuelle qui incomberait à la Suisse du fait de son appartenance à l'F.A.O. ne serait pas considérable. Le budget annuel total de l'organisation pour l'année en cours est estimé à cinq millions de dollars. D'après le barème annexé à sa constitution, la part revenant aux nouveaux membres ne serait que de 2%. En supposant l'entrée simultanée de la Suède et de la Suisse, la part de la Confédération reviendrait tout au plus à 50.000 dollars.

En conclusion, il me semble que des diverses organisations internationales créées sous les auspices de l'U.N.O., l'F.A.O. est celle à laquelle l'accession par la Suisse paraîtrait aujourd'hui la plus facile. La constitution de l'F.A.O. ne comporte d'ailleurs aucune disposition qui puisse menacer soit notre indépendance soit notre neutralité



Londres, le 2 février 1946.